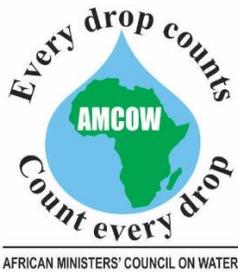


### Sous-thème 3 : La gouvernance de l'eau : restructuration de la GIRE, approche intégrée en action

#### Chefs organisateur



Unlocking the  
Potential of  
Groundwater  
for the poor

[upgro.org](http://upgro.org)

#### Salle de reunion: Salle parallèle 3 - Fleuve Congo

**Concept :** L'eau est une ressource nationale unique puisqu'elle ne sert pas uniquement aux besoins humains, mais elle est aussi essentielle pour une chaîne alimentaire terrestre, aux stocks de poissons et à l'énergie, pour ne citer que ceux-là. L'un des défis 'interminables' liés aux capacités de développement, c'est le transfert de connaissances de la GIRE aux organisations gouvernementales et professionnelles du secteur privé dans les pays. C'est de telle manière que tous les États membres se penchent le plus souvent sur l'amélioration de leurs plans de GIRE. Ainsi, ils sont systématiquement en train d'améliorer la bonne gouvernance de l'eau dans leurs pays respectifs, tout en veillant à une meilleure gestion des ressources en eau partagées qu'ils pourraient avoir en commun avec les États voisins.

La première importance d'une approche intégrée à la sécurité de l'eau vise à faciliter le dialogue entre ces secteurs essentiels à telle enseigne que toutes les parties comprennent les avantages. Une attention particulière doit être accordée à la façon dont les ressources sont réparties pour que l'eau, l'énergie, l'agriculture et la sécurité soient assurées pour une population croissante et en urbanisation galopante et compte tenu de la pression supplémentaire des changements climatiques.

L'autre aspect est la reconnaissance que la bonne gouvernance de l'eau, notamment dans les eaux transfrontalières, est une étape majeure pour assurer le développement harmonisé et durable, un évitement des conflits liés à l'eau, la coopération et la sécurité de l'eau.

#### Le sous-thème 3 s'inscrira dans les sessions qui :

- Font la promotion des liens entre l'eau, l'alimentation, l'énergie et les changements climatiques dans la planification du développement national
- soutiennent la création d'un environnement favorable à la coopération régionale sur les eaux partagées dans tous les lacs/rivières/bassins aquifères principaux ; y compris le renforcement des capacités et l'intégration du genre et des jeunes dans la gouvernance de l'eau.

- Font la promotion des dispositifs de coopérations et les institutions de coopération pour la mise en œuvre de la Vision africaine de l'eau 2025 et les cibles des Objectifs de développement durable des Nations Unies, en l'occurrence l'objectif 6 lié à l'eau et l'assainissement dans tous les lacs/rivières/bassins aquifères principaux.
- Prodigent des conseils pouvant aider les institutions locales à établir et opérer le suivi physique, la collecte de données, l'analyse de données et la présentation de rapports à l'échelle du bassin

## Sessions

N° 1 Lundi 29 Oct 14.00- 15.30	<b>Titre</b>	<b>Une approche hybride de la législation sur l'eau en Afrique</b>
	Organisateur	Institut international de gestion de l'eau et Pegasys Institute
	Co-organisateur(s)	Les autorités nationales chargées de l'eau du Kenya, l'Ouganda, d'autres (à confirmer)
	Contacts	Timothy Williams (t.o.williams@cgiar.org)
	Objectifs	Avoir des discussions qui s'articulent autour de la possibilité d'utiliser toute une panoplie d'outils des droits relatifs à l'eau pour permettre aux États africains de gérer efficacement l'utilisation de l'eau en appui aux objectifs de développement national et la protection des personnes vulnérables.
	Description	Les réformes des lois relatives à l'eau en Afrique depuis les années 90 ont abouti à la promulgation des systèmes de licence nationaux pour l'utilisation de l'eau. Toutefois, la mise en œuvre de ces systèmes est confrontée aux goulets d'étranglement administratifs majeurs, bien au-delà de la capacité de l'état. La conception de ces systèmes et l'absence de mise en œuvre pénalisent de millions de petits exploitants d'eau rurale. Ces exploitants qui ont investi dans l'infrastructure de l'eau pour s'auto-alimenter et qui sont régies par les dispositifs coutumiers relatifs à l'eau. La recherche et le dialogue politique avec les autorités chargées de l'eau de l'Éthiopie, du Kenya, du Malawi, de l'Afrique du Sud, de la Tanzanie, de l'Ouganda et du Zimbabwe. Ceci a montré comment un ensemble d'instruments internationaux de droits relatifs à l'eau peuvent être utilisés pour créer un système de développement applicable, de lois efficaces relatives à l'eau qui peuvent réglementer efficacement et générer des revenus à partir de quelques utilisateurs à impact élevé, tout en soutenant les investissements coutumiers des communautés rurales et les mécanismes de partage. Certains de ces outils existent déjà dans la législation de l'eau, mais n'ont pas été utilisés de manière efficace. D'autres peuvent nécessiter des modifications législatives. L'étude a été faite par Pegasys Institute et l'Institut international de gestion de l'eau, soutenu par le programme REACH. Lors de la session proposée, présidée par le Dr T.O. Williams, les conclusions de la recherche et des dialogues politiques seront présentées et les commentaires seront sollicités auprès des autorités de l'eau et des participants.
N° 2 Lundi 29 Oct 16.00- 17.30	<b>Titre</b>	<b>Intégration de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes dans la GIRE comme une stratégie pour atteindre la sécurité de l'eau</b>
	Organisateur(s)	UNESCO-PHI
	Co-organisateur(s)	Le WWAP UNESCO WWAP
	Contacts	Renée ( r.gift@unesco.org CADEAUX) ; Michela MILETTO ( <a href="mailto:m.miletto@unesco.org">m.miletto@unesco.org</a> )

	Objectifs	Pour mettre en évidence l'importance cruciale de l'intégration de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes dans la gestion des ressources en eau comme un précurseur à l'atteinte de la sécurité de l'eau.
	Description	<p>La discrimination sexiste dans l'accès à la gestion et l'utilisation de l'eau, demeure un problème critique dans de nombreux pays, et continue d'entraîner des conséquences socio-économiques néfastes pour les femmes et les filles. Pour cette raison, l'égalité entre les sexes continue d'être l'une des priorités globales de l'UNESCO et se retrouve dans la huitième stratégie du PHI de l'UNESCO qui vise la réalisation de la stratégie de sécurité de l'eau. La famille de l'eau de l'UNESCO est une partie importante du travail de l'UNESCO dans le cadre de la réalisation de cette stratégie. Dans la famille de l'eau : la chaire UNESCO relative à l'eau, les femmes et la prise de décision de la Côte d'Ivoire, qui vont partager avec d'autres pays africains, leur expérience sur l'intégration dans la gestion de l'eau en milieu rural. Le WWAP de l'UNESCO lancera également sa boîte à outils actualisée sur l'eau et le genre afin d'intégrer les dimensions du genre dans les politiques relatives à l'eau, cette boîte comprendra les nouveaux indicateurs liés au genre pour l'évaluation de la qualité de l'eau à la lumière de l'Agenda 2030 et les 6 cibles des ODD.</p> <p>Présentations :</p> <p>Prioriser le genre dans la mise en œuvre de la stratégie de l'UNESCO portant sur la sécurité de l'eau (15 min) Abou Amani, l'UNESCO-PHI</p> <p>La boîte à outils du WWAP sur l'eau et le genre (30 minutes) : Michela MILETTO, l'UNESCO Le WWAP</p> <p>L'intégration du genre dans la gestion de l'eau dans les zones rurales (30 min) : Euphrasie KOUASSI Yao, Chaire UNESCO sur l'eau, les femmes et la prise de décisions, Côte d'Ivoire</p> <p>Questions et discussion (15 min)</p> <p>Modérateur / Rapporteur : nRenée don, l'UNESCO</p>
N° 3 Mar 30 Oct	<b>Titre</b>	<b>Promouvoir les capacités scientifiques et techniques et les compétences dans le secteur de l'eau de l'Afrique à travers les Centres d'Excellence de l'eau de l'UA-NEPAD</b>
09.00- 10.30	Chef organisateur:	UNESCO-PHI
	Co-organisateur(s)	Centre commun de recherche - Commission européenne
	Contacts	Murray Biedler, Bureau de liaison de l'UNESCO, Bruxelles Belgi
	Objectifs	Structurée dans l'interface entre la science et la politique au même niveau que les Centres d'excellence de l'UA-NEPAD, la session va présenter et discuter les points suivants: les défis, demandes, contraintes et les perspectives actuels du renforcement des capacités humaines et scientifiques dans le secteur de l'eau en Afrique.

	Description	La session présentera le programme d'ACEWATER actuellement mis en œuvre par les Centres d'excellence de l'eau de l'UA-NEPAD et coordonné par le Centre Commun de Recherche de la CE et l'UNESCO PHI. Programme d'ACEWATER s'inscrit parfaitement dans le sous-thème de la gouvernance, en particulier en ce qui concerne la GIRE et la coopération avec ses activités sur les bassins fluviaux transfrontières. En ce moment, trois grands programmes de recherche portent sur l'intégration des défis et fonctionnalités de WEFÉ dans de vastes bassins fluviaux en Afrique (Sénégal, Niger, Zambèze et du Nil). Des sessions qui portent sur ce sujet contribuent à la création d'environnements favorables à la coopération régionale sur l'eau et les aquifères partagés. Pour s'adresser aux principaux acteurs et parties prenantes de manière spécifique, les sessions introduiront également des activités ayant trait à la coopération régionale dans les institutions de recherche et d'enseignement avec les réseaux des Centres d'excellence de l'eau du NEPAD-l'UA, les Commissions économiques régionales et le Conseil des ministres africains chargés de l'eau (AMCOW). Enfin, pour répondre à l'objectif de développement durable lié à l'eau et à l'assainissement de l'ONU, c'est-à-dire l'ODD 6, la session présentera les activités relatives au renforcement des capacités humaines dans le secteur de l'eau de l'Afrique. Notamment les Centres d'excellence du NEPAD, cette session vise à identifier les lacunes en matière de renforcement des capacités dans le secteur de l'eau et la capacité des institutions d'éducation.
N° 4 Mar 30 Oct 11.00- 12.30	<b>Titre</b>	<b>Mise en œuvre de la GIRE dans l'Agenda 2030</b>
	<b>Organisateur</b>	<b>PNUE-DHI - Centre Sur l'eau et l'environnement</b>
	<b>Co-organisateur(s)</b>	ONU Environnement, GWP
	<b>Contacts</b>	Peter Bjornsen, pkb@dhigroup.com
	<b>Objectifs</b>	La Cible 6.5 des ODD relative à la mise en œuvre de la GIRE en 2030 sous-tend toutes les autres cibles liées à l'eau dans l'Agenda 2030. Cette session présentera la situation actuelle sur la base des rapports récents de 51 pays africains et aura une discussion sur la façon dont les pays peuvent accélérer les progrès. Un rapport régional sur la situation de la GIRE pour l'Afrique sera officiellement lancé.
	<b>Description</b>	La protection et l'utilisation de la valeur intrinsèque des écosystèmes d'eau douce se trouvent au cœur de la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE). Elle se retrouve dans la Cible 6.5 des ODD qui fournit la base fondamentale à l'atteinte de l'objectif de l'Agenda à l'horizon 2030 sur l'eau et les autres ODD liés à l'eau. A l'avenir, le défi réside dans une bonne compréhension des obstacles et comment surmonter ces obstacles liés à la bonne application sur le terrain. Les enquêtes initiales l'ont révélé pour les indicateurs 6.5.1 des ODD (GIRE) et 6.5.2 (coopération transfrontalière en matière d'eau).  Cette session présentera les principales conclusions et recommandations des enquêtes initiales pour les indicateurs 6.5.1 et 6.5.2 des ODD de 2017 à 2018. Ensuite un large éventail de conférenciers et panélistes prendront la parole pour insuffler plus de dynamisme à la session et susciter la participation. Elle a pour rôle d'examiner la façon dont la GIRE et la coopération concernant les cours d'eau, les lacs et les aquifères sont essentielles en tant que points d'entrée pour la réalisation des autres objectifs des ODD liés à l'eau. Une attention particulière sera accordée à la discussion sur la façon dont les données de la Cible 6.5 des ODD peuvent être utilisées pour identifier les domaines d'interventions nécessaires et efficaces sur le terrain, avant d'échanger des idées sur la façon dont la mise en œuvre peut être accélérée

N° 5 Mar 30 Oct 14.00- 15.30	Titre	<b>La promotion de l'engagement des jeunes dans la gouvernance de l'eau à travers la recherche et l'innovation initiées par les Jeunes.</b>
	Organisateurs	Le PHI de l'UNESCO et le Bureau régional pour l'Afrique du Conseil scientifique international
	Co-organisateur(s)	
	Contacts	Nicole Webley, <a href="mailto:n.webley@unesco.org">n.webley@unesco.org</a> Nyanganyura d.nyanganyura@icsu-africa.org et Daniel
	Objectifs	Pour présenter et discuter la recherche et l'innovation des jeunes pour la réalisation de l'ODD 6 en Afrique comme un moyen d'intégration de l'engagement des jeunes dans la gouvernance de l'eau.
Description	<p>Il y a 1,8 milliard de jeunes âgés entre 10 et 24, c'est la plus grande population de jeunes au monde. Ils représentent près du quart de la population mondiale et quatre-vingt-dix pour cent d'entre eux vivent dans les pays en développement. Ignorer l'existence de 1,8 milliard de personnes serait une erreur. Leur engagement ou l'absence de leur engagement va déterminer l'atteinte des ODD ; l'agenda de développement ne doit laisser personne derrière. En outre, l'Afrique a la plus jeune population au monde et "dix des plus jeunes pays se trouvent en Afrique. La jeune population africaine peut être considérée comme une opportunité de croissance économique et/ou un défi si l'Afrique ne planifie pas, ou si elle manque de saisir cette occasion. L'Afrique est une priorité mondiale pour l'UNESCO et la jeunesse est un groupe prioritaire pour l'organisation.</p> <p>Conformément à la stratégie de l'UNESCO de l'écoute des jeunes et des jeunes scientifiques non seulement comme des bénéficiaires, mais comme des acteurs essentiels dans la recherche de solutions aux défis auxquels ils font face. Les jeunes sont souvent actifs au sein de leurs communautés locales à l'instar des jeunes professionnels de l'eau ; toutefois, ils font parfois face à des difficultés en matière de connexion avec des réseaux mondiaux. Le PHI de l'UNESCO reconnaît les jeunes et les jeunes professionnels de l'eau en tant que dirigeants, détenteurs de connaissances (y compris les connaissances autochtones) et innovateurs qui peuvent fournir des solutions pour la réalisation de l'ODD 6. Par conséquent, il urge que les jeunes soient soutenus pour leur participation à la gouvernance mondiale de l'eau et au processus de prise de décision.</p> <p>L'engagement des jeunes dans la gouvernance de l'eau est essentiel pour la sécurité de l'eau et la réalisation de l'ODD 6. Cependant, il est maintenant important d'aller au-delà de la reconnaissance de la contribution des jeunes scientifiques, et trouver des voies et moyens pour intégrer l'application de leur innovation et l'utilisation des connaissances et des données qu'ils ont produites dans les processus politiques à tous les niveaux. À cet égard, la Déclaration des jeunes du Forum mondial de l'eau a lancé l'appel pour l'accroissement des possibilités de financement pour appuyer les initiatives menées par les jeunes pour des projets scientifiques et technologiques. Elle a également recommandé la création, "d'espaces légitimes pour la représentation, l'inclusion et la participation des jeunes et des groupes de jeunes dans les processus politiques de prise de décision et d'organisation de haut niveau."</p> <p>La semaine africaine de l'eau constitue une excellente occasion pour donner une suite à la décision du FME et de mettre en valeur la recherche et l'innovation des jeunes dans le secteur de l'eau en Afrique.</p>	

N° 6 Mar 30 Oct 16.00- 17.30	Titre	<b>GIRE en Afrique : Les enseignements tirés des opérations du FAE</b>
	Organisateur	BAD
	Co-organisateur(s)	ANBO, RIOB, GWP, CIWA
	Contacts	D. Francis BOUGAIRE (f.bougair@afdb.org)
	Objectifs	À la suite de ses interventions importantes en matière de gestion des ressources en eau transfrontières et les avancées eues depuis son lancement, le FAE a récemment documenté ses expériences en vue d'améliorer l'efficacité des interventions futures et de partager les nouvelles connaissances avec d'autres intervenants. Cette séance vous aidera à partager les connaissances et les leçons tirées, afin de contribuer à l'amélioration des pratiques de la GIRE dans un contexte transfrontière et améliorer l'interaction avec les organismes de bassin, dans un paysage du développement durable en constante évolution.
Description	<p>La session fournira un aperçu des leçons tirées de l'exploitation du FAE avec plusieurs organismes de bassin en Afrique pour accroître l'efficacité des interventions dans ce secteur. Les conférenciers potentiels sont les représentants de différents organismes qui appuient les organismes de bassin en Afrique, à savoir l'ANBO, le INBO, le GWP, et la CIWA.</p> <p>La session commence par une introduction du Modérateur (5 min), suivie d'un discours liminaire qui donne un aperçu des opérations de la GIRE, appuyées par le FAE, et les enseignements retenus à la suite de la conclusion de ces projets (20mn).</p> <p>Elle sera suivie d'un panel de discussion qui présentera les opinions et expériences de l'ANBO, l'INBO, le GWP et la CIWA (20 min) et la perspective d'avenir.</p> <p>Le panel de discussion sera suivi d'une session de 'Questions/Réponses' (40 min) suivie de l'allocution de clôture (5 min)</p>	
N° 7 Jeu 1 <sup>er</sup> nov. 09.00- 10.30	Titre	<b>Comment les cadres juridiques et institutionnels pour la coopération transfrontalière de l'eau soutiennent-ils la gouvernance et le développement</b>
	Organisateurs	UNECE
	Co-organisateur(s)	ANBO, l'AMCOW, Green Cross International, l'UICN (à confirmer), le FME, le Sénégal, le Tchad
	Contacts	Sonja Koeppel, Sonja.Koeppel@un.org
	Objectifs	La session a pour objectif l'analyse des avantages relatifs à l'élaboration, l'intégration régionale et au caractère pacifique des cadres légaux et institutionnels de la coopération transfrontalière de l'eau aux niveaux mondial, régional et du bassin. Ensuite, la présentation des dernières évolutions sur le continent africain, notamment, les expériences et les leçons tirées de l'élaboration de l'accord de l'eau ainsi que les récentes adhésions aux conventions mondiales seront mises en évidence.
Description	Si d'importants progrès ont été réalisés en Afrique au cours des dernières années, comme indiqué par le premier rapport sur l'indicateur 6.5.2 des ODD qui mesure la Coopération transfrontalière de l'eau, un nombre important de bassins transfrontaliers n'ont pas d'accords et institutions dignes de ce nom. De nombreux organismes de bassin doivent relever des défis importants, par exemple avec le financement de leur fonctionnement,	

		<p>assurer le développement et les investissements dans le bassin, etc. La situation en matière de gouvernance est encore moins avancée dans les aquifères transfrontaliers. Cette session permettra d'analyser comment les cadres juridiques et institutionnels à l'échelle mondiale et régionale favoriseront-ils la coopération transfrontalière de l'eau, l'amélioration de la gouvernance de l'eau, le développement durable, l'intégration régionale et la paix en Afrique et quels sont les défis à l'avenir.</p> <p>Elle présentera l'expérience de nouvelles Parties à la Convention sur l'eau de Helsinki, les récentes évolutions en matière de coopération transfrontalière de l'eau au niveau de la sous-région et dans les bassins en Afrique et d'analyser les défis, en considérant également les bassins qui sont en proie à des tensions liées aux eaux partagées. Il s'agira notamment d'une discussion entre les différents acteurs concernés, tels que les gouvernements, les communautés économiques régionales, les agences de bassin et autres.</p>
N° 8 Jeu 1 <sup>er</sup> nov.  11.00- 12.30	Titre	<b>Introduction de lignes directrices pour la politique Africaine d'assainissement</b>
	Organisateur (s)	AMCOW, WHO, BMGF, Centre pour la sécurité de l'eau et la coopération
	Co-organisateur(s)	
	Contacts	
	Objectifs	
	Description	
N° 9 Jeu 1 <sup>er</sup> nov.  14.00- 15.30	Titre	<b>Promouvoir la gestion des ressources en eau souterraine durable dans le cadre de la GIRE en OBF/L et les CER</b>
	Organisateur (s)	<b>PHI de l'UNESCO</b>
	Co-organisateur(s)	ANBO, l'AMCOW, BGR, la CEE-ONU (à confirmer)
	Contacts	Tales Carvalho Resende (t.carvalho-resende@unesco.org)
	Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Rendre beaucoup plus visibles les ressources en eau souterraine en Afrique aux gestionnaires de l'eau qui sont censés gérer cette denrée vitale de façon durable, sensibiliser les uns et les autres sur l'importance des ressources en eau souterraine au continent africain.</li> </ul>
	Description	Cette session fournira aux participants des éléments pour le renforcement des capacités en matière de coordination et de collaboration des Organismes de bassin fluviaux et lacustres (OBF/L), des Commissions économiques régionales (CER) et les cadres de coopération en matière de gestion des eaux souterraines transfrontalières. Elle sera organisée sous forme de panel de discussion avec l'intervention interactive de l'auditoire en vue de partager les expériences africaines et avoir des discussions sur les défis actuels. Ces défis sont entre autres la mise en valeur et l'intégration des ressources en eau souterraine dans les structures institutionnelles telles que les OBF/L et les CER. En outre, la session sera lancée comme une Edition spéciale des Ressources en eau souterraine de l'UNESCO-BGR WHYMAP sur le continent africain.

		<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Promouvoir la gestion des ressources en eau souterraine durable dans le cadre de la GIRE dans le lac et les organismes de bassin fluvial et lacustre (/OBF/L), les Commissions économiques régionales (CER) et/ou les cadres de coopération en matière de gestion des eaux souterraines transfrontières.</li> <li>▪ Rendre beaucoup plus visibles les ressources en eau souterraine en Afrique aux gestionnaires de l'eau qui sont censés gérer cette denrée vitale de façon durable,</li> <li>▪ Sensibiliser les uns et les autres sur l'importance des ressources en eau souterraine au continent africain.</li> </ul> <p>Allocution de clôture (5 min) : Hamed Baba Ly, Secrétaire général du Ministère de l'Hydraulique et l'Assainissement (Sénégal), Chaire du PHI-UNESCO</p> <p>Lancement de l'Edition spéciale des Ressources en eau souterraine de l'UNESCO-BGR WHYMAP sur le continent africain. Stefan Broda (BGR) et Jayakumar Ramasamy (UNESCO)</p> <p>Aperçu sur la place accordée aux ressources en eau souterraine dans les OBF/L et les CER (10 min) Tales Carvalho Resende (UNESCO- IHP)</p> <p>L'importance des eaux souterraines pour le RÉSEAU AFRICAIN DES ORGANISMES DE BASSIN (RAOB) (15 min) Amadou Lamine Ndiaye, l'OMVS/ANBO</p> <p>L'intégration de la gouvernance de l'eau souterraine dans les OBF : L'exemple de l'ORASECOM (ORASECOM Lenka Thamae)</p> <p>Discussions</p>
N° 10 Jeu 1 <sup>er</sup> nov.  16.00- 17.30	Titre	<b>Influencer les politiques et la pratique - la Commission des eaux souterraines de l'Afrique et la recherche pour le développement</b>
	Organisateur	L'AMCOW avec UPGro (c/o Skat Foundation)
	Co-organisateur(s)	UPGro est un programme d'étude des universités et institutions de recherche, en collaboration avec le réseau des eaux souterraines de l'Afrique, l'Association internationale des hydrogéologues, en partenariat avec les institutions de gestion de l'eau dans les pays africains.
	Contacts	Sean Furey (sean.furey@skat.ch) ; le Dr Andrew Bullock (andybullock61@btinternet.com) ;
	Objectifs	En fonction de son passé et de sa situation actuelle, l'AMCOW présentera une trajectoire de l'avenir de la Commission des eaux souterraines de l'Afrique. Un rôle clé sera d'influencer les politiques et la pratique autour de l'eau souterraine. UPGro partagera les expériences de la recherche pour le développement en vue d'orienter l'appui à l'opérationnalisation de la Commission.
	Description	La Commission des eaux souterraines africaine est mandatée par l'Union africaine dans le cadre de la Vision africaine de l'eau 2025 pour aider à la création "d'une Afrique où les ressources en eau souterraine sont évaluées et utilisées judicieusement par les acteurs autonomisés". En effet, il s'agit du bras de la gouvernance de l'UA et l'AMCOW. Des présentations courtes seront faites au cours de cette session et lors du panel de discussion avec les chercheurs de renom, le gouvernement et la coopération internationale

		<p>pour mettre en évidence les principaux défis auxquels fait face la gestion de l'eau. Cette gestion de l'eau nécessite une collaboration plus robuste en vue de traduire la connaissance des eaux souterraines dans les politiques et la pratique; afin d'ajouter de la valeur à travers l'établissement de <u>cet instrument africain</u>.</p>
--	--	---